

**Marché n°2025-25**

**PRESTATIONS RELATIVES A LA GESTION ADMINISTRATIVE,  
COMPTABLE ET INFORMATIQUE DU REGIME DE RETRAITE  
SUPPLEMENTAIRE DES AGENTS NON TITULAIRES DE L'EX-  
CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE**

**MARCHE CONCLU SELON LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT**

selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique  
(Articles L2124-1 et L2124-2 ainsi que R2124-1, R2124-2, R2161-2, R2161-3, R2161-4, R2161-5,  
R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et R2162-14)

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**(CCP)**

## TABLE DES MATIERES

1	PREAMBULE .....	4
1.1	Présentation de l'Office de la biodiversité .....	4
1.2	Contexte.....	5
2	OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	6
2.1	Objet.....	6
2.2	Allotissement.....	6
2.3	Procédure, forme et montant du marché .....	6
2.3.1	Procédure.....	6
2.3.2	Forme .....	7
3	Durée.....	7
4	PRESTATIONS ATTENDUES.....	7
4.1	Prestation n°1 : Gestion administrative et comptable du régime de retraite supplémentaire.....	7
4.2	Prestation n°2 : Gestion informatique du régime de retraite supplémentaire.....	7
4.3	Prestation n°3 : Gestion bancaire du régime de retraite supplémentaire .....	8
4.4	Conduite et suivi des prestations.....	8
4.5	Provisionnement du compte courant .....	9
4.6	Fonds de roulement .....	9
4.7	Livrables.....	10
4.8	Règlement des dépenses et récupération des indus.....	10
5	Prestations similaires.....	11
6	PIECES CONTRACTUELLES .....	11
7	Modalités d'exécution des prestations .....	11
7.1	Lieu d'exécution des prestations.....	11
7.2	Remplacement des intervenants.....	11
7.3	Obligations de confidentialité .....	12
7.4	Vérification et admission .....	12
7.4.1	Opération de vérification .....	12
7.4.2	Admission.....	12
7.4.3	Présence du titulaire .....	13
7.4.4	Ajournement, réfaction, rejet : .....	13
7.4.5	Garantie(s) des prestations : .....	13
8	PRIX.....	13
8.1	Forme du prix .....	13
8.2	Contenu du prix .....	13
8.3	Evolution Des Prix.....	13
8.3.1	Mois d'établissement des prix.....	13

8.3.2	Modalités de révision des prix.....	13
8.4	Clause de sauvegarde .....	14
9	MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION.....	14
9.1	Modalités de paiement.....	14
9.2	Avance .....	14
9.3	Acompte.....	14
9.4	Modalités de facturation.....	15
9.5	Cession ou nantissement de créance.....	16
9.6	Retenue de garantie.....	16
10	PENALITES.....	16
10.1	Pénalités pour retard .....	16
10.2	Plafonnement des pénalités.....	16
10.3	Pénalités pour travail dissimulé.....	16
11	SOUS-TRAITANCE.....	17
12	OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES.....	17
12.1	Obligations du titulaire.....	17
12.1.1	Obligation de résultat s’agissant des livrables et des délais.....	17
12.1.2	Obligation d’information et de conseil.....	17
12.2	Obligations de l’OFB.....	18
13	TRANSFERT ET RESTITUTION DES FICHIERS.....	18
14	RESILIATION DU MARCHE.....	18
15	PROTECTION DES DONNEES RGPD.....	18
16	PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS ET CONNAISSANCES ANTERIEURES.....	18
16.1	Protection de la propriété intellectuelle – cession de droits.....	18
16.2	Connaissances antérieures .....	20
17	ASSURANCE.....	20
18	ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES .....	20
19	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	21
19.1	Redressement et liquidation judiciaires du Titulaire entreprise unique .....	21
19.2	Redressement et liquidation judiciaires d’un membre du groupement non mandataire 21	
19.3	Redressement et liquidation judiciaires du mandataire solidaire .....	21
20	DIFFERENDS.....	23
21	DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	23

# 1 PREAMBULE

## 1.1 Présentation de l'Office de la biodiversité

L'OFB est un établissement public de l'État à caractère administratif, créé par la loi sur la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages n°2016-1087 du 8 août 2016 et le décret d'application n°2016-1842 du 26 décembre 2016, sous tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

L'OFB exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins. Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public et mobilise également les citoyens autour d'actions en faveur de la biodiversité.

Cet établissement répond à trois enjeux majeurs :

- **Simplifier l'organisation** par le rapprochement des expertises complémentaires de l'AFB et de l'ONCFS pour une meilleure lisibilité de leurs actions au service d'une seule et même stratégie.
- **Coordonner pour renforcer l'efficacité des politiques publiques** dans les domaines du climat, de l'eau et de la biodiversité. Le nouvel opérateur renforcera également son ancrage et son maillage territorial en développant et en consolidant les partenariats avec les régions en métropole et outre-mer, ainsi qu'avec les collectivités d'outre-mer. La dynamique de création d'agences régionales de biodiversité sera donc poursuivie.
- **Renforcer l'action territoriale** pour garantir un partage équilibré des usages et des espaces naturels, le respect des règles de protection de l'environnement et le maintien d'un environnement de qualité. Dans le cadre de la création de l'OFB, les pouvoirs des inspecteurs de l'environnement seront renforcés, afin qu'ils puissent constater plus efficacement les infractions environnementales et qu'elles soient ainsi mieux sanctionnées.

Les missions de l'OFB sont les suivantes :

- **L'appui à la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la biodiversité** : l'Office français de la biodiversité (OFB) apportera un appui scientifique, technique et financier à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques, du niveau international et européen à l'échelon territorial. Cet appui sera apporté, selon les situations et les enjeux, à l'État, aux établissements publics, aux collectivités ou aux acteurs économiques.
- **La gestion, la restauration et l'appui à la gestion d'espaces naturels** : le nouvel opérateur conservera un rôle de gestion directe de certaines aires protégées, notamment des neuf parcs naturels marins existants ou encore de certaines réserves nationales de chasse et de faune sauvage. Il assurera un appui technique aux parcs nationaux et, plus généralement, à l'ensemble des réseaux de gestionnaires d'espaces naturels.
- **La police de l'environnement et la police sanitaire** : l'OFB contribuera à l'exercice de la police administrative et judiciaire relative à l'eau, aux espaces naturels, aux espèces, à la chasse et à la pêche. Il se chargera également de l'exercice de la police sanitaire en lien avec la faune sauvage.

- **La formation et la mobilisation des citoyens et des parties prenantes :** l'OFB sera chargé d'accompagner la mobilisation de l'ensemble de la société, notamment citoyens et acteurs économiques, sur les enjeux de biodiversité. Il conservera un rôle de centre de ressources national. Il assurera une mission de formation des acteurs, notamment en matière de police, seul ou dans le cadre de partenariats.
- **Le développement de la connaissance, de la recherche et de l'expertise sur les espèces et les milieux, ainsi que sur la gestion adaptative :** les champs de la connaissance, de la recherche et de l'expertise sur les espèces, sur les milieux, ainsi que sur les risques sanitaires en lien avec la faune sauvage, seront prioritaires pour l'OFB. Cette mission couvrira la coordination de trois systèmes d'information fédérateurs sur la biodiversité, l'eau, les milieux aquatiques et les milieux marins. L'OFB apportera par ailleurs une expertise en matière de gestion adaptative de certaines espèces, qui consiste à adapter les prélèvements en fonction de leur état de conservation.

L'OFB dispose d'implantations sur l'ensemble de l'Hexagone et dans les outre-mer (DOM et COM) et compte environ **3 000 agents**.

Pour répondre à ses missions, elle est notamment organisée en 3 directions générales :

- Direction générale déléguée Ressources ;
- Direction générale déléguée Mobilisation de la société ;
- Direction générale déléguée Police, Connaissance, Expertise.

Ce marché vise à répondre à l'ensemble de ces directions et entités, à leurs implantations et à leurs publics.

## **1.2 Contexte**

Le Conseil supérieur de la pêche a mis en place en 1951 un régime supplémentaire de retraite destiné à l'ensemble de son personnel contractuel.

Ce régime de retraite faisait l'objet d'un contrat d'assurance souscrit auprès de l'Urbaine de Vie initialement, repris ensuite par l'UAP puis AXA.

A la demande des autorités de tutelle du CSP, ce régime a été fermé à compter du 30 juin 1979 ; les droits acquis jusqu'à cette date étant maintenus.

L'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) a succédé au Conseil supérieur de la pêche en vertu de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006. Il a ensuite été dissous, pour être intégré au sein de l'Agence française de la biodiversité (AFB) au 1er janvier 2017.

L'OFB gère donc directement auprès des allocataires le calcul et le paiement du complément des droits acquis par les bénéficiaires du régime.

En application d'une délibération du Conseil d'administration du Conseil supérieur de la pêche en date du 23 avril 1998, la gestion administrative de ce régime a été transférée à l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (IRCANTEC) dont le traitement des dossiers a été confié à la Caisse des dépôts et consignations, organisme expert en matière de gestion de retraite, en charge de mettre en paiement et de gérer les retraites et d'en rendre compte au conseil supérieur de la pêche par la conclusion d'une convention renouvelable annuellement par tacite reconduction.

La Caisse des dépôts et consignations, par son exclusivité réglementaire de gestion du calcul des droits IRCANTEC (Décret n°70-1277 du 23 décembre 1970 portant création d'un régime de retraites complémentaire des assurances sociales en faveur des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques), constitue l'interlocuteur unique susceptible de fournir les

informations relatives à ce régime de retraite. Ceci implique que le traitement de la liquidation des droits à retraite des agents contractuels du CSP et le paiement de la pension supplémentaire doivent tenir compte des éléments calculés et transmis par la Caisse des dépôts et consignations au titre de l'IRCANTEC.

La modalité de calcul de l'allocation versée aux agents retraités se base sur le traitement annuel, écrêté au plafond de la sécurité sociale, de la dernière année d'activité au Conseil supérieur de la pêche par année de présence dans l'établissement avant le 1er juillet 1979 en déduisant la rente versée par l'UAP et le montant de l'allocation versée par l'IRCANTEC pour les périodes considérées.

Dans la mesure où une partie des prestations de service du titulaire repose sur une opération de dépense que le pouvoir adjudicateur lui a déléguée, il convient de mettre en conformité le dit marché, avec les dispositions de l'article 40 de la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives et de son décret n° 2016-544 du 3 mai 2016 portant dispositions relatives aux conventions de mandat conclues par les établissements publics et les groupements d'intérêt public nationaux et les autorités publiques indépendantes avec des tiers.

## **2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ**

### **2.1 Objet**

Le présent marché a pour objet la fourniture de prestations relatives à la gestion administrative, comptable et informatique du régime de retraite supplémentaire des agents non titulaires de l'ex-conseil supérieur de la pêche.

Le descriptif dudit régime figure en annexe 1 du présent document.

Les prestations attendues sont explicitées à l'article 4 du présent cahier des clauses particulières.

### **2.2 Allotissement**

Le marché n'est pas alloti, conformément aux articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, compte tenu du fait que l'objet du marché ne permet pas l'identification efficiente de prestations distinctes.

La fourniture globale des prestations de gestion administrative, comptable et informatique décrites à l'article 4 permet une gestion intégrée garantissant :

- la simplification de nombreuses démarches administratives : la collecte et le traitement des informations sont réalisés par une même et unique personne morale.
- la fiabilité des calculs et des versements ainsi qu'un temps de traitement raisonnable pour les bénéficiaires ;
- la bonne exécution des droits et obligations du pouvoir adjudicateur vis-à-vis de ses agents, des ayants droits et des tiers et la pérennité du service.

Cette démarche s'inscrit notamment dans le cadre des orientations issues de la loi du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites, désormais codifiées dans le Code de la sécurité sociale, prévoyant une simplification du calcul des droits entre les régimes de retraite ainsi qu'une mutualisation des paiements.

### **2.3 Procédure, forme et montant du marché**

#### **2.3.1 Procédure**

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L2124-1 et L2124-2 ainsi que R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

### 2.3.2 *Forme*

Le marché est un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

Il concernera les prestations énumérées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement.

## 3 DUREE

Le présent marché **prend effet le 1 janvier 2026** pour une durée de vingt-quatre (24) mois fermes.

Le marché est reconductible deux (2) fois par période de douze (12) mois chacune, sans que sa durée totale puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le présent marché sera reconduit automatiquement.

La reconduction est tacite.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché par la voie d'un courrier recommandé électronique avec avis de réception, trois (3) mois avant sa date anniversaire. (date anniversaire = les 1<sup>er</sup>/01).

## 4 PRESTATIONS ATTENDUES

Le marché est composé de trois prestations.

### 4.1 **Prestation n°1 : Gestion administrative et comptable du régime de retraite supplémentaire**

Le titulaire assurera la gestion administrative et comptable du régime supplémentaire pour les agents contractuels du pouvoir adjudicateur (montant annuel des pensions versées estimé à 1 300 000 €), en particulier :

- l'instruction, la liquidation et les révisions des demandes de retraite (droits directs et droits dérivés) après validation du pouvoir adjudicateur,
- le calcul des allocations trimestrielles de retraite ainsi que les appels de fonds correspondants, l'envoi trimestriel des décomptes de retraite (conformément à l'art. 4.5 du présent document),
- la gestion des déclarations fiscales et sociales et les versements aux organismes concernés;
- Le calcul, le prélèvement et le versement des cotisations sociales (CSG RDS),
- Le prélèvement à la source au titre de l'article 204 A du code général des impôts, le cas échéant, ainsi que les attestations fiscales,
- l'information des allocataires ainsi que l'accueil téléphonique,
- l'évaluation des échéances de prestations de l'exercice suivant,
- le suivi de la situation des retraités : gestion de la "base retraités" (mise à jour des adresses, des coordonnées bancaires et des situations fiscales), gestion des décès et des successions,
- l'accomplissement des formalités liées au respect des dispositions de la loi du 6 février 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (données à caractère personnel notamment) nécessaires à la réalisation des prestations,
- la récupération des indus de prestations.

### 4.2 **Prestation n°2 : Gestion informatique du régime de retraite supplémentaire**

Le titulaire assurera la gestion informatique du régime supplémentaire pour les agents contractuels du pouvoir adjudicateur notamment par la mise en place d'un outil performant permettant la valorisation, le calcul de paie et le paiement des retraites nécessaires à la gestion du régime de retraite assurée par le titulaire.

Le titulaire met en place des dispositions permettant de réduire son empreinte environnementale dans l'exécution des prestations numériques du marché sur la base des engagements pris dans son offre technique.

Il rend compte, à la demande de l'administration, des actions réalisées afin de réduire son empreinte environnementale en matière :

- d'utilisation de matériel affichant un écolabel ;
- d'hébergement et de tri de données ;
- d'hébergement de sa plateforme de consultation en ligne ;
- de gestion des courriels raisonnée ;
- de recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations du marché.

#### **4.3 Prestation n°3 : Gestion bancaire du régime de retraite supplémentaire**

Le titulaire assurera, d'une part, la gestion bancaire du régime supplémentaire pour les agents contractuels du pouvoir adjudicateur par la tenue du compte bancaire ouvert au nom du titulaire afin de recevoir les fonds et payer les pensions, le suivi du fonds de roulement.

D'autre part, il assurera l'ordonnancement et le paiement des allocations trimestrielles de retraite ainsi que les appels de fonds correspondants.

**Ces opérations seront rendues possibles par la conclusion d'une convention de mandat de gestion entre l'attributaire du présent marché et l'OFB dans la mesure où une partie des prestations de service de l'attributaire reposeront sur une opération de dépense (pensions versées aux bénéficiaires du régime de retraite supplémentaire) que l'OFB lui délèguera.**

Cette convention de mandat résulte de l'application des principes fondamentaux de la comptabilité publique, l'agent comptable est seul habilité à manier les fonds publics pour les organismes publics ; ce tiers maniera alors des fonds publics au nom et pour le compte de notre organisme public.

#### **4.4 Conduite et suivi des prestations**

Le pouvoir adjudicateur met à disposition du titulaire l'ensemble des éléments nécessaires à la préparation des dossiers de retraite et au paiement des rentes à la charge de l'employeur et résultat du régime de retraite supplémentaire.

Les éléments fournis par le pouvoir adjudicateur précisent :

- les droits directs ;
- les droits indirects ;
- les noms et prénoms ;
- les NIR.

Les demandes de premières liquidations sont reçues par le pouvoir adjudicateur qui les transmet au titulaire accompagnées :

- d'un état mentionnant la rémunération annuelle de référence et la durée de carrière antérieure au 1<sup>er</sup> juillet 1999 ;
- de l'accord écrit du demandeur autorisant le titulaire à demander un état récapitulatif de sa situation auprès de l'IRCANTEC et d'AXA ;
- d'une fiche d'état civil ;
- des pièces justifiant de la référence bancaire ou postale permettant le paiement ;
- des justificatifs de situations fiscales : dernier avis d'imposition ou de non-imposition.

L'ensemble de ces documents sont transmis à l'adresse du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur mandate le titulaire aux fins d'obtenir, directement auprès d'AXA, gestionnaire du contrat collectif de retraite, le montant individuel des rentes servies par cet organisme aux bénéficiaires du régime de retraite.



Le pouvoir adjudicateur mandate également le titulaire aux fins d'obtenir directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations, gestionnaire de l'IRCANTEC, le montant individuel des retraites complémentaires servies par cet organisme aux bénéficiaires du régime de retraite.

Enfin le pouvoir adjudicateur mandate le titulaire pour conduire toute procédure amiable et contentieuse de répétitions des indus, après information du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le présent marché.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à venir. Il lui appartient, notamment de conseiller le pouvoir adjudicateur pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale, d'assurer toutes les actions utiles nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le titulaire doit :

- conseiller le pouvoir adjudicateur sur tout choix ou toute demande effectuée, dont il aurait connaissance et qui pourrait affecter les objectifs du marché ou avoir une incidence sur ces conditions de réalisation ;
- tenir le pouvoir adjudicateur informé de toute évolution ou incident dont il aurait connaissance dans le cadre du marché.

Le titulaire formule par écrit les recommandations et informations qu'il est tenu de fournir. Le titulaire devra faire connaître au pouvoir adjudicateur dès notification du présent marché les coordonnées de l'interlocuteur unique.

Dès la notification du marché, et pour permettre au titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, le pouvoir adjudicateur s'engage à collaborer avec le titulaire en confiant tous documents et informations utiles en sa possession ou facilitera l'accès à ceux détenus par des tiers pour l'accomplissement des prestations et communiquer au titulaire les coordonnées de ses interlocuteurs.

#### **4.5 Provisionnement du compte courant**

Les échéances des allocations de retraite sont versées, par avance du titulaire, au plus tard le 1<sup>er</sup> jour de chaque semestre civil.

Le titulaire adressera vingt (20) jours avant chaque échéance trimestrielle du pouvoir adjudicateur un appel de fonds correspondant au montant des sommes dues sur la base des coûts réels des versements, accompagnés d'un état nominatif.

Dans le cas où le montant définitif des sommes dues au titre d'une échéance semestrielle serait inférieur au montant appelé (décès d'un allocataire, etc.), la différence viendrait en déduction de l'échéance suivante.

Le pouvoir adjudicateur devra transférer le montant demandé sur le compte ouvert à cet effet dans les écritures du titulaire dans la quinzaine suivant la réception de l'appel de fonds.

#### **4.6 Fonds de roulement**

Pour pouvoir procéder aux paiements urgents, notamment les dossiers nouveaux, il est mis à disposition du titulaire, un fonds de roulement fixé à 8 000 €.

Les dossiers urgents sont payés directement par le titulaire sur ce fonds de roulement et font l'objet d'appels à paiement du pouvoir adjudicateur pour remise à niveau du fonds de roulement.

La différence entre le provisionnement du fonds de roulement constaté à notification du présent marché et le montant fixé ci-dessus sera payée au titulaire lors du premier appel de fond suivant la notification du présent marché.

#### **4.7 Livrables**

Le titulaire rend compte semestriellement des prestations issues du présent marché en transmettant au pouvoir adjudicateur un état technique et financier permettant d'apprécier l'état d'avancement des prestations n°1 et 2.

Le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur trimestriellement des états décrits en annexe 2 du présent CCP et détaillant la dernière échéance payée :

- une liste des allocataires bénéficiaires de la prestation détaillant individuellement les montants bruts, nets et les cotisations sociales précomptés ;
- un tableau récapitulant pour l'ensemble des bénéficiaires les montants bruts, nets et des cotisations sociales.

Dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice civil, le titulaire s'engage à présenter au pouvoir adjudicateur un rapport sur la gestion administrative et comptable de l'année.

En cas de contrôle exercé par les organismes habilités, le titulaire fournit tous les éléments nécessaires à ce contrôle.

Le titulaire participe à toutes les réunions d'information demandées par le pouvoir adjudicateur.

#### **4.8 Règlement des dépenses et récupération des indus**

Le titulaire, sera chargé de procéder aux paiements des dépenses induites par les prestations issues du présent marché, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur durant toute sa durée.

En application de l'arrêté du 31 janvier 2018 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, le Mandataire transmettra notamment au Mandant, à l'occasion de la reddition annuelle des comptes dans les écritures comptables du Mandant, les pièces justificatives mentionnées dans le présent cahier des clauses particulières du marché.

Dans le cas où le titulaire Mandataire aurait payé une dépense indue, il devra procéder à son recouvrement avec la plus grande diligence, ainsi qu'à l'information immédiate du Mandant.

Le pouvoir adjudicateur mandate le titulaire pour conduire toute procédure amiable et contentieuse de répétition des indus.

Dans l'hypothèse où le titulaire devrait procéder au recouvrement contentieux des recettes ou des dépenses, il en poursuivra l'exécution forcée selon les règles applicables à ses propres créances, en se munissant de l'un des titres exécutoires mentionnés à l'article L. 111-3 du code des procédures civiles d'exécution.

En outre, le titulaire (mandataire) pourra accorder un délai de paiement aux débiteurs ou soumettre au pouvoir adjudicateur après accord de son Agent comptable, les demandes de remise gracieuse des créances qui lui ont été présentées.

## 5 PRESTATIONS SIMILAIRES

L'OFB pourra passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées aux titulaires du présent marché dans la limite des montants maximum du présent accord-cadre, conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

## 6 PIECES CONTRACTUELLES

Conformément à l'art. 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
  - o Annexe 1 (Descriptif du régime de retraite supplémentaire des agents du Conseil supérieur de la pêche).
  - o Annexe 2 (Formats des fichiers transmis trimestriellement après chaque échéance) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version à la date d'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence relatif à la présente consultation et réputé connu par le titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché,
- le mémoire technique du titulaire.

Le CCAG-PI est téléchargeable sur le site des ministères économiques et financiers : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent CCP ou du CCAG-PI.

## 7 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées conformément aux dispositions décrites à l'article 4 « Prestations attendues » du présent cahier des charges.

### 7.1 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations se déroulent dans les locaux du titulaire. En cas de nécessité des réunions, des rendez-vous peuvent être prévus en visioconférence.

### 7.2 Remplacement des intervenants

La bonne exécution des prestations est placée sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire du marché présente dans son offre le(s) référent(s) et l'équipe avec laquelle il exécutera les prestations du marché.

Si le(s) référent(s), nommément désignés, ne sont plus en mesure d'accomplir leur tâche, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de 20 jours calendaires (par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI) à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné ci-dessus.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai de 20 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 20 jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur doit être motivée.

Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-PI.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'art. 39.

### **7.3 Obligations de confidentialité**

Le candidat reconnaît que toutes les informations divulguées pendant la durée de la consultation demeurent la propriété exclusive de l'OFB et, par conséquent, le candidat reconnaît que toute divulgation non autorisée de cette information confidentielle par l'OFB peut causer des dommages sérieux à celle-ci.

Par conséquent, le candidat s'engage envers l'OFB afin de protéger ses intérêts, à :

- a) utiliser l'information divulguée uniquement aux fins pour lesquelles elle a été divulguée ;
- b) ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à cette information sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet de sa divulgation ;
- c) prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'information à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes ;
- d) prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite information.

Tous les documents et informations confiés ou diffusés au prestataire sont confidentiels, le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il pourra avoir connaissance au cours de l'exécution de sa mission et s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'OFB.

Conformément à l'article 5.1.3 du CCAG-PI, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations relatives à la confidentialité peut entraîner une résiliation pour faute du présent marché.

### **7.4 Vérification et admission**

#### **7.4.1 Opération de vérification**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les opérations de vérifications détaillées à l'article 28.1 du CCAG-PI ne s'appliquent pas.

#### **7.4.2 Admission**

L'admission est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

#### 7.4.3 Présence du titulaire

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur n'informe pas le titulaire des jours et heures pour les vérifications.

#### 7.4.4 Ajournement, réfaction, rejet :

Ces opérations d'ajournement, de réfaction et de rejet s'effectuent conformément à l'article 29 du CCAG-PI.

#### 7.4.5 Garantie(s) des prestations :

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-PI, il n'est pas prévu de durée de garantie pour les prestations.

## 8 PRIX

### 8.1 Forme du prix

Les prix sont forfaitaires et sont établis en euros.

Les prix sont fixés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement, la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF).

### 8.2 Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous frais éventuels de déplacements, et toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

### 8.3 Evolution Des Prix

#### 8.3.1 Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques de l'indice correspondant à la date de remise des offres.

#### 8.3.2 Modalités de révision des prix

Les prix sont réputés fermes durant la première année d'exécution du marché.

Ensuite, ils peuvent être révisés à la date anniversaire (1<sup>er</sup>/01) selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (ICTHT-TS\_courant / ICTHT-TS0)$$

Dans laquelle :

- P : Prix révisé
- P<sub>o</sub> : prix initial tel qu'il figure dans la DPGF
- ICTHT-TS0 : Valeur de l'indice, pour le trimestre précédant la date de révision
- ICTHT-TS\_courant : Valeur de l'indice paru pour le trimestre précédant la date de remise des offres

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois :

- de la date limite de remise des offres (DLRO) ;
- de la DLRO reportée, le cas échéant ;

Ce mois est appelé « mois 0 » ou « Mo » et est précisé à l'acte d'engagement.

L'indice applicable est l'Indice ICTHT-TS (Indice du coût horaire du travail – tous salariés, Insee, code 001565183).

**La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire, à l'attention du chef de projet métier.** Cette demande doit parvenir à l'OFB (adresse ci-dessous) **30 jours** avant la date effective de révision des prix, sous réserve que l'indice applicable soit publié.

**A défaut d'envoi dans le délai, la demande est prise en compte à la prochaine échéance.**

En cas de variation de la valeur de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande de révision des prix de la part de l'OFB.

Pour la mise en œuvre de ces formules, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec, au maximum, quatre décimales et le coefficient applicable à Po arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultants. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction. La demande est à envoyer par courriel au chef de projet désigné par l'OFB avec en copie l'adresse mail du correspondant administratif : [drh@ofb.gouv.fr](mailto:drh@ofb.gouv.fr)

#### **8.4 Clause de sauvegarde**

Si l'évolution des prix à compter de la 2<sup>ème</sup> année est supérieure à 3%, l'OFB se réserve le droit de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité, dans les conditions prévues à l'article 14 du présent document.

### **9 MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION**

#### **9.1 Modalités de paiement**

Le paiement des prestations s'effectue selon les modalités suivantes :

- Les prestations n°1 et n°2 sont payables, sur présentation de factures, sur constatation du service fait ;
- La prestation n°3 est payable au moyen d'un appel de fonds du titulaire correspondant aux sommes dues et avancées pour le paiement des échéances trimestrielles selon les modalités prévues à l'article 7.3 et dans la convention de mandat conclue entre l'attributaire et l'OFB.

Les sommes dues au titulaire, sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

#### **9.2 Avance**

Conformément aux dispositions des articles R2391-1 à R2391-9 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire du présent marché.

Une avance est versée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à :

- 5 % du montant initial (HT) du marché pour un titulaire ne répondant pas à la définition de petite ou moyenne entreprise (PME) au sens du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 ;
- 20 % du montant initial (HT) du marché si le titulaire est une PME.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance conformément à l'article R2391-5 du Code de la commande publique.

### 9.3 Acompte

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.3.2 du CCAG-PI dans les conditions des articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte : l'acompte rémunère un service fait.

### 9.4 Modalités de facturation

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

- date d'émission de la facture ;
- numéro de la facture ;
- Identité du vendeur (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS) ;
- n° d'identification TVA ;
- identité de l'acheteur (nom, service, adresse) ;
- la référence du marché ;
- l'objet du marché ;
- n° du bon de commande ou de l'engagement juridique (sur facture ou dans le champs CHORUS) ;
- la désignation succincte de la prestation exécutée (phase n° .... ou UO) ;
- le montant HT et TTC à payer et annotée en lettre pour les factures manuscrites ;
  - o article du CGI (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises. Dans ce cas, à l'appui, le titulaire doit produire une attestation datant de moins d'un an) ;
- le taux et le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Consécutivement à une mise en place de la facturation électronique, la dématérialisation des factures est obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (T.P.E)<sup>1</sup>.

Les factures doivent donc être envoyées **sous forme dématérialisée** via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B), devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'O.F.B en tant que destinataire de la facture : **130 025 919 00015** ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- Le numéro d'engagement. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/ORD/MILLESIME/0000000.

---

<sup>1</sup> Entreprise de moins de 10 salariés (< 10 salariés)

Dans le cas où vous n'auriez pas ces informations, vous pourrez les demander au service prescripteur.

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

#### **9.5 Cession ou nantissement de créance**

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L2191-8 et R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

#### **9.6 Retenue de garantie**

Au titre du présent marché, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

### **10 PENALITES**

#### **10.1 Pénalités pour retard**

L'article 14.1.1 du CCAG-PI s'applique.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-PI :

$$P = V * R / 3\,000$$

dans laquelle :

- **P** = le montant de la pénalité,
- **V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable,
- **R** = le nombre de jours de retard.

#### **10.2 Plafonnement des pénalités**

Les pénalités visées ci-dessus sont cumulables et plafonnées à 10 % du montant total servant de base au calcul des pénalités.

#### **10.3 Pénalités pour travail dissimulé**

En application de l'article L8222-6 du Code du Travail, l'OFB, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du Travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'OFB la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € par jour ouvré de retard.

En outre, en application d'un décret le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer dès connaissance du travail dissimulé constaté lors d'un contrôle et ce sans mise en demeure, une majoration de 25% du montant du redressement des cotisations et contributions sociales mises en recouvrement.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, l'OFB peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire dans les conditions prévues du présent cahier des clauses particulières.



## **11 SOUS-TRAITANCE**

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du Marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché, le Titulaire doit adresser au Pouvoir Adjudicateur, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur (DC4).

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché pour faute.

## **12 OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES**

### **12.1 Obligations du titulaire**

#### *12.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais*

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le présent document.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

#### *12.1.2 Obligation d'information et de conseil*

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché subséquent, de

l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

## **12.2 Obligations de l'OFB**

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

## **13 TRANSFERT ET RESTITUTION DES FICHIERS**

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, demander la restitution des documents et fichiers lui permettant d'assurer la gestion du régime de retraite.

Le titulaire devra indiquer au pouvoir adjudicateur les modalités particulières de transfert de gestion du régime et de restitution de données de toute nature concernant le pouvoir adjudicateur. Le titulaire fera en sorte que cette mise à disposition puisse être opérée dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente (30) jours suivant la demande du pouvoir adjudicateur par écrit. Le titulaire informera le pouvoir adjudicateur si cette restitution nécessite une prorogation du délai.

## **14 RESILIATION DU MARCHE**

Seules les dispositions du chapitre 7 (articles 36 à 42) du CCAG-, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

## **15 PROTECTION DES DONNEES RGPD**

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement général sur la protection des données - RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est l'OFB et le sous-traitant est le titulaire du marché public..

## **16 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS ET CONNAISSANCES ANTERIEURES**

### **16.1 Protection de la propriété intellectuelle – cession de droits**

L'ensemble des livrables créés par ou pour le compte du titulaire et identifiés dans le présent cahier des clauses particulières dans le cadre de l'exécution du marché demeurent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur. A ce titre, le titulaire s'engage à les restituer à l'établissement, à tout moment sur simple demande de sa part et au terme du marché ; cette restitution se fait sous format défini dans le cadre du présent marché.

Au titre de cette cession, le titulaire du marché cède à l'OFB, à titre exclusif et définitif l'ensemble des droits de propriété intellectuelle listés à l'article 35 du CCAG-PI, et pour toute la durée de protection des livrables par les droits de la propriété littéraire et artistique.

Le transfert des droits sur un livrable est opéré à compter de l'admission du livrable et du complet paiement de la prestation correspondante.

En conséquence, l'OFB se trouve, à compter de cette date, seul titulaire de tous les droits, actions et privilèges du titulaire du marché sur les livrables.

Aux termes de cette cession, l'attributaire du marché ne dispose plus d'aucun droit patrimonial sur les livrables, cette cession ne peut être interprétée comme une cession partielle des droits de propriété littéraire et artistique.

A ce titre, l'OFB pourra en toute indépendance, exploiter les livrables, ainsi que toute adaptation ou modification qu'elle réaliserait et notamment par voie de cession ou de concession, à son seul profit et sans devoir de redevances au titulaire du marché.

En cas de cessation du contrat avant le terme du contrat pour quelle que cause que ce soit, l'OFB conserve la propriété intellectuelle des seuls livrables, qui au jour de la cessation du contrat ont été certifié par l'ordonnateur et dont le paiement a été réalisé ou est en cours de réalisation.

Le titulaire du marché garantit, à compter de la cession du livrable, l'OFB contre son fait personnel et le fait des tiers. A ce titre, l'attributaire du marché garantit :

- qu'il a respecté et respectera les droits de propriété intellectuelle des tiers, notamment les droits d'auteur, les droits sur les dessins et modèles, ainsi que les droits sur les brevets et sur les marques ;
- qu'il dispose de tous les droits de propriété intellectuelle permettant la présente cession, qu'il en est le seul titulaire et qu'à ce titre il peut librement consentir à la cession. Si les livrables cédés incorporent des éléments dont les droits de propriété intellectuelle appartiennent à des tiers tel que notamment des illustrations, des dessins, des photographies, l'attributaire du marché devra soit faire l'acquisition auprès des dits tiers, nécessaires à couvrir le périmètre de la cession sus visée au bénéfice de l'OFB, soit obtenir de ces tiers qu'ils cèdent les dits droits à l'OFB. A ce titre, il demeure notamment seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenants pour son compte, et s'engage à faire le nécessaire pour qu'une telle cession soit faite dans le respect de leurs droits ;
- que les livrables ne sont pas une contrefaçon d'une œuvre préexistante, de quelque nature que ce soit.

Dans ces conditions, le titulaire du marché garantit l'OFB contre toute action en contrefaçon qui serait engagée à son encontre de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle portant sur un des livrables et plus généralement sur l'une de ses prestations, contre toute action en concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de la part de l'OFB et dont le fait générateur serait constitué par les livrables ou l'une des prestations l'attributaire des marchés.

Le titulaire s'engage :

- à apporter à l'OFB toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- à prendre en charge tous dommages-intérêts auxquels pourrait être condamnée l'OFB par une décision de justice devenue définitive sur le fondement de la contrefaçon, de la concurrence déloyale ou du parasitisme du fait de l'exploitation des livrables. La garantie ne concerne pas les modifications ou adaptations apportées aux livrables par l'OFB, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation ;
- à son choix, soit à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige ou à rembourser les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

## **16.2 Connaissances antérieures**

Se référer aux dispositions de l'article 33 du CCAG-PI.

## **17 ASSURANCE**

Le titulaire s'engage à satisfaire à toutes les obligations applicables au présent marché.

Le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents - de quelque nature que ce soit - aux biens et aux personnes causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant sa responsabilité pour l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il pourrait être déclaré responsable. Les garanties souscrites devront être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations ; elles doivent être conformes aux lois et règlements en vigueur. Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurances souscrits par lui.

## **18 ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES**

Le titulaire produit dans les dix jours qui précèdent la notification du présent marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Conformément aux dispositions des articles R2143-6 à 10 du CCP, uniquement s'ils n'ont pas pu être récupérés automatiquement auprès d'un organisme officiel ou dans un espace de stockage numérique gratuit, le candidat retenu se voit demander par le pouvoir adjudicateur de produire, dans un délai fixé par l'administration, les documents et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, destinés à justifier qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, ainsi que les documents justifiant de sa situation au regard de ses obligations en matière de travail illégal et de détachement des travailleurs, le cas échéant.

Les certificats fiscaux et sociaux légalement exigibles sont transmis avant notification du présent marché et renouvelés suivant les périodicités légales aux membres du groupement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'UGAP à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché ses torts sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

## **19 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Pouvoir Adjudicateur par le Titulaire du Marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du Marché.

### **19.1 Redressement et liquidation judiciaires du Titulaire entreprise unique**

En cas de redressement judiciaire, le Marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

En cas de liquidation judiciaire, le Marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

### **19.2 Redressement et liquidation judiciaires d'un membre du groupement non mandataire**

En cas de redressement judiciaire, la résiliation partielle du Marché est prononcée pour le membre du groupement concerné si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du membre concerné.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle du Marché est prononcée pour le membre du groupement concerné si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du membre concerné.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le membre du groupement concerné, à aucune indemnité.

La résiliation n'a d'effet qu'à l'égard du cotraitant concerné, elle n'emporte pas résiliation de la totalité du Marché.

Le mandataire est tenu de se substituer au membre du groupement défaillant pour l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées dans le mois qui suit la prise d'effet de la résiliation.

### **19.3 Redressement et liquidation judiciaires du mandataire solidaire**

En cas de redressement judiciaire, la résiliation du Marché est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle ou totale du Marché est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le mandataire, à aucune indemnité.

Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des autres membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées. Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai d'un mois. Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Faute de l'accord des autres membres du groupement, le Pouvoir Adjudicateur peut :

- soit résilier la totalité du Marché ;

- soit proposer aux autres membres du groupement de poursuivre leurs prestations dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls, à l'exclusion des prestations initialement attribuées au mandataire. Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai d'un mois

## 20 DIFFERENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 du CCAG-PI, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R2197-1 à R2197-12 et D2197-13 à D2197-22 du CCP)<sup>2</sup> :

**Direction des Affaires Juridiques**  
Sous-direction de la commande publique  
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public  
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS  
Télédoc 353 - 75703 PARIS Cedex 13  
Téléphone : 01.44.97.03.20  
Courriel : [ccnra@finances.gouv.fr](mailto:ccnra@finances.gouv.fr)

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R2197-23 et R2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite<sup>3</sup>.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

**Tribunal Administratif de Melun**  
43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630  
77008 Melun Cedex  
Téléphone : 01 60 56 66 30  
Courriel : [greffe.ta-melun@juradm.fr](mailto:greffe.ta-melun@juradm.fr)  
Site internet : <https://melun.tribunal-administratif.fr/>

## 21 DEROGATIONS AU CCAG-PI

Les dérogations sont les suivantes :

Article du CCP	Article du CCAG-PI
7.2	3.4.3
7.4.3	28.5
7.4.5	30

<sup>2</sup> La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

<sup>3</sup> <https://www.mieist.finances.gouv.fr/>